

500 pour parler culture !

Samedi soir à la cérémonie des Césars, Pascale Ferran (César pour Lady Chatterley) avait donné 55 jours aux candidats à la présidentielle pour prononcer le mot culture. Durant plus de trois heures hier, des cinéastes, des directeurs de théâtres, des écrivains, des rappeurs, des plasticiens, ceux qui font vivre la culture au quotidien dans les quartiers ont débattu au Cabaret sauvage avec Marie George Buffet. Il est vrai que la candidate de la gauche populaire et antilibérale est bien la seule à proposer dans son programme et dans ses meetings un projet de développement, chiffré, pour la culture. Dans les jours qui viennent les différentes prises de parole vous seront proposées sur le site, mais dès aujourd'hui les interventions de Marie George Buffet et de Nicolas Klotz, dont le film "La question humaine" sera vraisemblablement sélectionné pour le Festival de Cannes.

Intervention de Marie-George Buffet au Cabaret sauvage

La société pour laquelle je me bats, la France dont j'aimerais dessiner un nouveau visage, c'est un pays où tous les pouvoirs et les savoirs seraient enfin partagés. C'est un monde où chaque homme et chaque femme pourrait librement construire sa vie, apprendre et donner de son rapport à l'autre, faire progresser toute la société. C'est un monde où la culture ne serait donc pas qu'une activité parmi d'autres de la vie ou un luxe que seule une minorité de personnes pourrait s'autoriser, mais bien une réalité pour chacun et chacune !

Comme le dit Edouard Glissant, "en échangeant avec l'autre, je peux me changer sans me perdre ni me dénaturer pour autant" Là est aussi tout mon engagement politique. Là est aussi la source de tout mon combat contre ceux qui aujourd'hui veulent tirer profit de tous les domaines de la vie, de l'air que nous respirons comme de la création, des savoirs et de la culture. J'ai entendu les critiques de beaucoup d'artistes contre le supposé silence des candidats à l'élection présidentielle sur ces questions de culture.

C'est moins ce silence, simplement apparent, qui me préoccupe, qu'au contraire toute l'unité et la cohérence du projet pour la culture de nombreux candidats, de tous ceux pour qui le libéralisme est et doit rester, quoi qu'il arrive, le seul et unique horizon de l'humanité ! Oui Nicolas Sarkozy parle de culture, et avec quelle violence, quand il veut la couler dans les canons de la communication et le bronze du tout-marchand, soutenu en cela par tous les grands groupes de communication, par cette véritable industrie de la culture qui réduit la création à son minimum, au détriment bien sûr de la promotion d'une véritable diversité culturelle. Oui il veut asservir la culture à ses intérêts politiques et idéologiques, qui sont aussi ceux des Bouygues ou Lagardère, pour mieux imposer leur vision du monde et ainsi façonner toute l'opinion populaire !

Comment s'étonner alors, devant de tels projets, que s'affirme désormais, comme à l'UMP, la volonté de faire disparaître le ministère de la culture derrière ceux de l'éducation et surtout de la communication. L'argent public pour l'excellence, nous dit Mr Sarkozy et la télévision pour tout le monde...

Et comment imaginer aussi, que face à la cohérence d'un tel projet pour la culture, il reste possible de transiger avec toutes les idées et tous les projets qui, de près ou de loin, s'accommodent du libéralisme ? Aussi, je ne veux pas d'une culture qui réserverait

l'excellence pour une minorité qui resterait dominée par des logiques marchandes et de simple divertissement pour le plus grand nombre.

J'ai déjà eu l'occasion de l'exprimer, à Bourges en meeting ou à la Grande-Borne à Grigny : nous avons une autre conception des arts et de la culture. Nous voulons l'exigence de la qualité pour tous, l'accès aux arts, à la culture et à des divertissements de qualité pour tous. Nous souhaitons le développement de la création en respectant la liberté des créateurs en encourageant l'innovation, en développant les actions transversales à tous les arts en multipliant les lieux de création qui permettent la rencontre entre les auteurs, les artistes, les comédiens, les interprètes et l'ensemble de nos concitoyens. C'est à cette conception de la culture que je veux donner toute sa chance ! Pour cela, il est je crois vital de favoriser le développement de la création culturelle, en toute indépendance des pouvoirs économiques et politiques.

C'est dans cet esprit qu'il me paraît d'abord nécessaire d'avancer vers un service public de la culture qui permettrait le cheminement conjoint des créateurs, des artistes, des citoyens et des élus. Bien entendu, ce soutien à la création passe par le vote, dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, de la proposition de loi rétablissant les professionnels de la culture dans leurs droits. Ceux que l'on nomme les intermittents ont été victimes d'un immense plan social en 2003. C'est donc un immense soutien à la culture que l'on pourra affirmer en donnant aux artistes comme aux techniciens du spectacle la possibilité de vivre de leur passion !

Au-delà de cette question, il me paraît important de réaffirmer que l'Etat ne peut pas fuir ses responsabilités en matière de soutien à la création culturelle. Comment en effet ne pas voir que le transfert de ses compétences et de ses charges financières, de manière souvent autoritaire, aux collectivités territoriales ou à de grands groupes finançant le Louvre à Abu Dhabi, est d'abord un mauvais coup porté à la culture ! Oui, l'Etat doit assumer ces responsabilités. Et le ministère de la culture être doté d'une autorité pleine et entière. C'est bien pourquoi je me prononce pour que la dépense publique en faveur de la culture soit portée à 1 % du PIB.

J'ai déjà eu l'occasion de le dire, cela n'est pas dispendieux, cela représente une dépense supplémentaire de l'ordre de 3 milliards d'euros, c'est à dire 35 % d'augmentation par rapport aux dépenses actuelles, soit 10 % d'augmentation des budgets publics pendant 5 ans. C'est un engagement tout à fait réalisable.

Je ne peux pas oublier les expériences menées notamment grâce à mon ami Michel Duffour sur les nouveaux territoires de l'art et avec elles de sa volonté de replacer les arts au cœur même de la cité. Mais pour avancer vers une société de partages, la bataille pour le soutien à la création devra aussi s'allier à celle de la diffusion et de l'appropriation par tous et toutes des procès de création.

Le développement de l'Internet a bien montré combien la question de l'appropriation des œuvres culturelles par l'ensemble de nos concitoyens se pose dans des conditions nouvelles. Il y a une course de vitesse entre une véritable conception du partage de la création par l'ensemble de nos concitoyens, et la volonté de faire un maximum de profits par la commercialisation de tous ces biens sur internet. Bien sur la défense du droit moral des auteurs, leur rémunération doit être garantie comme celle des artistes interprètes. C'est pourquoi, à la suite des propositions de notre groupe à l'Assemblée lors des débats sur la loi DADVSI, je défends l'idée d'une plate forme publique de téléchargement et d'une taxation des profits réalisés par des activités commerciales sur le web pour permettre une mutualisation des fonds permettant de rémunérer la création.

Mais bien entendu, cette question de la diffusion se pose d'abord pour les grands médias de la télévision et du cinéma, là les grands groupes de communication agissent vraiment contre la diversité culturelle. Devant leur domination, il devient encore plus nécessaire, de renforcer les aides publiques en amont de la création afin de financer la réalisation pleine et entière de nombreux projets artistiques. Et pour reconquérir des espaces à la télévision pour la diffusion d'œuvres de création à des heures de grandes écoutes, je crois nécessaire de supprimer la publicité sur les chaînes publiques : comment sinon soustraire la programmation du diktat de l'audimat ? Pour le cinéma, si l'on peut se féliciter que 50 % des entrées cinéma en France soient réalisées pour des films produits dans notre pays, on peut tout autant craindre le pouvoir des ces majors qui peuvent imposer un même film sur plus de 700 écrans en même temps, au détriment bien sûr de la diversité culturelle.

Face à ce problème, je crois nécessaire de limiter le nombre de copies pour un film et de revoir la répartition des aides du CNC afin de favoriser les "aides sélectives" dont bénéficie le cinéma d'auteur par rapport aux aides "automatiques" qui avantagent les films qui bénéficient déjà de conditions de financement meilleures. De la même façon, il me paraît nécessaire d'intervenir pour l'équipement des salles indépendantes de cinéma en numérique avant que cet équipement se réalise, comme aux Etats-Unis par une aide des grands distributeurs sous condition de diffuser ensuite les films qu'ils leur imposeraient. De même, nous savons tous que la concentration de l'édition est un danger pour le livre. Il faut donc intervenir pour préserver là aussi la diversité en matière d'édition. Cela passe par l'aide aux éditeurs indépendants, aux librairies indépendantes, et d'une manière générale à une intervention sur l'ensemble de la chaîne du livre qui permette de mettre en relation les auteurs avec l'ensemble de nos concitoyens. Enfin, il me paraît tout autant indispensable de rendre aux associations d'éducation populaires toute leur place dans l'ensemble des dispositifs ministériels qui les concernent. Ces associations constituent un maillon essentiel dans l'accès de tous et de toutes à toutes les formes de culture.

Avec d'autres, ces propositions sont de nature à favoriser un véritable développement de la création et de la diffusion culturelle en France et donc à avancer, pas à pas, vers ce monde de partages. En conclusion, j'aimerais dire combien ce combat pour la culture dépasse toutes les frontières. C'est en France, en Europe et dans le monde que j'attends le même engagement à soutenir la culture contre l'argent, les hommes contre le profit !

Alors oui, oui la promotion de la culture exige de vraiment transformer la donne en Europe ! Il exige notre engagement, à tous et toutes, pour la croissance du budget européen et le développement d'échanges entre les hommes et les femmes de chaque continent, loin de toute pratique néocoloniale. Elle exige donc aussi notre mobilisation de chaque instant pour la préservation de l'exception culturelle au sein de l'OMC. Tous ces combats sont les nôtres. Tous ces combats, parce qu'ils participent de l'émancipation humaine, sont ceux, avec tant d'autres, qu'une gauche enfin courageuse pourrait porter jusque dans les palais de la République !

C'est à tout le sens de mon engagement dans cette campagne. Parce que le libéralisme défigure aujourd'hui notre pays comme il brise la vie de millions d'hommes et de femmes, l'urgence est aujourd'hui à inventer un autre chemin qui soit fait de justice, de liberté, d'humanité. Oui notre société est à un tournant. Soit elle fait le choix de la précarité généralisée pour tous et toutes, soit elle s'engage pour la sécurisation de nos vies. Soit...

La droite a fait son choix. En réponse à toute cette mal-vie, en réponse à toutes ces souffrances, ils veulent aller encore plus loin dans la soumission aux logiques du capitalisme mondialisé, de l'UE comme de l'OMC.

Et si je dis « ils », c'est bien parce que Nicolas Sarkozy n'est pas le seul à penser cela. François Bayrou, aussi, a la même vision d'une France toute entière livrée aux logiques de l'entreprise et du marché. Quand je vois, dans tous mes déplacements, les ravages de ces logiques libérales, quand je vois la profondeur des souffrances de millions et de millions de nos compatriotes, je veux vraiment porter, dans cette campagne, la voix d'une gauche qui n'aurait pas d'autre contrainte que de répondre à cette urgence sociale.

Ce n'est pas ce que fait la gauche aujourd'hui. C'est là toute l'origine de ses difficultés dans la campagne. Pourtant, il y a une nécessité absolue de battre la droite et de l'empêcher de nuire encore cinq années supplémentaires. Comment peut-on y arriver ?

Appel au vote dit utile de F Hollande ? Ce n'est pas en empêchant le débat sur le fond, en restant sans projet, que la gauche battra la droite. Besoin d'autre chose. Échec de la candidature antilibérale unique. Je ne peux me résoudre à ce constat. Il n'y a aucune raison que les luttes rassemblant des millions de salariés, que les luttes victorieuses contre le CPE, ou que le vote en faveur d'une autre Europe se soient évaporés...

Aussi, malgré ces difficultés, je suis candidate pour dire le programme dont la gauche a besoin pour réussir et pour imposer, dans le débat, ces idées qui sont à même d'ouvrir les voies du changement. Cette rupture avec les politiques libérales est nécessaire. Mais elle est surtout possible, tant les attentes populaires sont fortes, tant ce rejet de la loi du fric est puissant, tant les moyens d'une autre politique existent !

Les trois Bastilles ! C'est ce message que je veux porter. Tous et toutes, dans cette campagne, par notre engagement militant au quotidien, je suis convaincue que nous lèverons les doutes des Françaises et des Français et réveillerons tous leurs espoirs enfouis ! C'est tout le sens de mon engagement dans cette bataille présidentielle.

Marie-George Buffet,

Candidate à l'élection présidentielle